~ <del>**</del>		
3 avril	— Nº 282-56/SG, — Arrêté modifiant et complétant les articles 1º, 2 et 5	
	de l'arrêté nº 699-55/SG, du 12 août 1955 créant une commission	
	consultative de l'urbanisme et de	13
3 avril	- Nº 283-56/F Arrêjé portant annula-	
	tion des crédits provisoires pour le compte du budget Etat — Exercice	
3 avril	1956	13
O avers	des cotisations des Sociétés de Pré-	13
3 avril	- No 289-56/F. — Arrêté approuvant les	20
	rôles des cotisations des Sociétés de Prévoyance du Togo pour l'année	
	1956	14
5 avril	- No 302-56/F Arrêté portant créa-	
	tion d'une caisse d'avances pour les besoins de la 74° Brigade topographi-	
	que du Service Géographique de PA.O.F. en mission temporaire au	
	Togo	14
Personnel .	* * * * * * * * * * * * *	
Divers .	f . <u></u>	17
	S PUBLIES A TITRE D'INFORMATION	
AC	TES DU POUVOIR CENTRAL	
1956		
23 mars	<ul> <li>Décret portant prorogation du délai fixé par l'article 5 du décret n°</li> </ul>	
	55-1166 du 29 août 1955, relatif à le	
	composition et à l'organisation de l'office national et des offices dépar-	
	tementaux des anciens combattants et	
	victimes de guerre 35	51
	PARTIE NON OFFICIELLE	
	Avis et Communications	
Intendance I	Militaire du Dahomey-Togo 35	
	Assistants d'élevage) ,	
Domaine mi		
	e e é é é e e e e e e e e e e e e e e e	
	ca Company Togo	
	aritimes Africaines	

# PARTIE OFFICIELLE

. . . 354

Avis de perte titre foncier . .

Déclaration d'Associations .

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

#### Personnel

### Agriculture tropicale

'ARRETE No 266-56/G. du 26 mars 1956 promulguant au Togo le décret nº 56-209 du 20 février 1956.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER. Chevalter de la Légion d'Honneur

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives:

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes règlementaires au Togo;

### ARRETE:

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le Territoire du Togo le décret nº 56-209 du 20 février 1956 portant modification du décret nº 55-1.385 du 18 octobre 1955 portant réorganisation de l'école supérieure d'application d'agriculture tropicale.

Ant. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 26 mars 1956.

P. Le Commissaire de la République en congé; Le Secrétaire Général, J. RIGAL.

DECRET Nº 56-209 du 20 février 1956 portant modification du décret nº 55-1385 du 18 octobre 1955 portant réorganisation de l'Ecole Supérieure d'application d'agriculture tropicale.

Le président du conseil des ministres;

Sur rapport du ministre de la France d'outre-mer,

Vu le décret nº 46-637 du 6 avril 1946 réglant l'organisation du persennel des services de l'agriculture aux colonies;

Vu le décret nº 46-664 du 11 avril 1946 relatif à l'organisation de l'école supérieure d'application d'agriculture tropicale, modifié par les décrets n° 47-2162 du 10 novembre 1947, n° 50-993 du 1° août 1950 et n° 51-543 du 10 mai 1951;

Vu le décret nº 49-1239 du 13 septembre 1949, complété par le décret n° 51-1400 du 5 décembre 1951, portant règlement d'administration publique et fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires stagiaires de l'État;

Vu le décret du 19 juillet 1951 fixant le statut du persounel de l'office de la recherche scientifique outre-mer;

Vu le décret du 17 novembre 1953 fixant le statut de l'office de la recherche scientifique et technique outre-mer;

Vu le décret nº 55-41 du 3 janvier 1955 portant réglementation d'administration publique au statut particulier du corps des ingénieurs d'agriculture de la France d'outre-mer;

Vo le décret nº 55-1385 du 18 octobre 1955 portant réorgamisation de l'école supérieure d'application d'agriculture tro-

#### **DECRETE**:

Anticle Premier. — Le décret nº 55-1385 du 18 octobre 1955 est modifié comme suit:

L'article 3, rubrique III, paragraphe A, est modifié comme suit:

Après: «Les ingénieurs diplômés de l'école coloniale d'agriculture de Tunis et des écoles nationales supérieures agronomiques de Toulouse et de Nancy », ajouter : «Les ingénieurs horticoles titulaires d'une licence ès sciences naturelles donnant accès au doctorat d'Etat ».

L'article 12, deuxième alinéa, est modifié comme

Au lieu de : « Ces personnalités comprennent des chefs de section ou de laboratoire . . . . ».

Lire: « Ces personnalités comprennent notamment 

L'article 13; premier alinéa, est modifié comme suit: